

La science citoyenne et la démocratie interactive pour gouverner l'incertain

La situation inédite de la crise due au coronavirus peut permettre d’imaginer des dispositifs où chercheurs, élus et citoyens auraient leur rôle à jouer, estime un **collectif de chercheurs**, parmi lesquels le géographe **Jacques Lévy** et l’historien **Sylvain Kahn**

Dans la pandémie due au coronavirus, les espaces et les temps changent et nous changent. L’individu et le monde sont devenus les acteurs essentiels. Tout en tâtonnant dans les nouvelles géographies des corps, chaque personne éprouve concrètement la présence d’un monde dont elle dépend, comme il dépend d’elle. Même si le manque d’une forme de gouvernement mondial se fait sentir, l’Europe a fini par exister, et presque tous les pays démocratiques ont fait les mêmes choix en même temps. En créant une énorme dilatation du présent, l’événement réorganise aussi le passé et le futur. Ce « jour sans fin » n’est pas seulement un enfermement, c’est un milieu innovateur et solidaire – teinté par la mort. Enfin, la crise économique qui commence présage une temporalité inédite et difficilement prévisible.

Pour toutes ces raisons, malgré la « distanciation sociale », les humains se sont trouvés proches les uns des autres comme jamais. La réflexivité transforme l’expérience en expérimentation. Le spectacle d’espaces urbains réduits par le confinement à une matérialité vide permet de mieux comprendre qu’une ville est d’abord ce que, à chaque instant, en l’habitant, les citadins fabriquent.

Le temps suspendu du quotidien s’accompagne d’un changement de rythme de la journée, privée d’une diversité dont

nous apprécions mieux, a contrario, la valeur. Chacun se découvre patient et psychologue, habitant et urbaniste, historien et prospectiviste – et d’abord citoyen.

L’épidémiologie se révèle centrale

Tout n’est pas inédit dans cet événement, mais les cadres de pensée habituels sont bousculés. Pour comprendre ce qui se passe, il ne suffit pas d’énumérer en vrac des phénomènes étranges. L’épidémiologie, traditionnellement parent pauvre de la recherche, se révèle centrale. Or il s’agit d’un domaine hybride associant science du vivant, science du social et mathématiques. Le valoriser, c’est accepter de se laisser déranger par le nouveau et pratiquer une science « indisciplinaire », où toutes les rencontres sont les bienvenues et tous les réductionnismes écartés.

Les pandémies ont longtemps été des catastrophes exogènes que l’humanité ne faisait que subir. L’originalité de celle-ci, c’est que les sociétés ont, grâce à un apprentissage improvisé et à la mobilisation de ressources considérables, transformé un accident biologique en événement poli-

tique mondial et total – et ça a marché ! L’incertitude et, plus généralement, la « *société du risque* » qu’évoquait le sociologue Ulrich Beck (1944-2015) ne signifient donc pas une montée en puissance de l’insécurité, mais plutôt la prise de conscience d’un équilibre en mouvement entre ce que nous maîtrisons à peu près et tout ce qui nous échappe, mais passe quand même aussi sous notre responsabilité, comme nos deux environnements naturels que sont la Terre et nos corps. L’incertitude ne signe donc pas l’échec de la raison, de l’émancipation et du développement. Elle est constitutive de la vie des humains libres et de leur aventure collective : ils ne reviendront pas en arrière.

Une même capacité de réflexivité

Pour gouverner une réalité que nous n’orientons qu’en partie, deux ressources se révèlent particulièrement précieuses : la science citoyenne et la démocratie interactive. Ce qu’on appelle « science citoyenne » se fonde sur l’idée que, chacun dans leur rôle, chercheurs et citoyens possèdent la même capacité de réflexivité. Dans les débats sur le climat, la recherche joue un rôle décisif pour éclairer le public. Cependant, certains universitaires se permettent d’abuser de leur position et se muent en politiciens ou en professeurs de morale, traitant leurs concitoyens comme des élèves bornés. Ces jours-ci, à l’inverse, on a vu des médecins et des biologistes poser des questions, reconnaître des carences, assumer des controverses et introduire ainsi de la sérénité dans la conversation publique. Les citoyens ne s’en sont, semble-t-il, pas plaints. Les gouvernements ont peiné à trouver le ton juste et s’en sont rapprochés quand ils ont accepté de dire : « *Je ne sais pas, je ne peux pas.* »

Soutenue par la vitalité de la société civile, la démocratie représentative a tangué

mais a tenu dans l’adversité. Cela ne suffit pas. Nous avons le privilège, comme chercheurs, d’observer la convention citoyenne pour la transition écologique, et nous sommes impressionnés par la qualité du travail réalisé par ces citoyens, qui montrent la remarquable complémentarité entre deux manières de faire de la politique, la représentation et l’interaction.

Pourquoi ne pas imaginer de nouveaux dispositifs de démocratie interactive adaptés à la situation actuelle ? L’intensité du moment offre une occasion unique pour que citoyens et élus franchissent un nouveau pas, significatif, dans l’invention de nouvelles médiations. L’incertain est là et il faut, pour l’accueillir, des chercheurs modestes, des gouvernants agiles, des citoyens réflexifs. L’après passe aussi, peut-être d’abord, par là. ■

Enka Blanchard, mathématicienne, université de Lorraine, Nancy; **Sylvain Kahn**, historien et géographe, Sciences Po, Paris; **Carole Lanoix**, architecte et urbaniste, Urbaplan, Lausanne (Suisse), et Ecole nationale supérieure d’architecture Paris-La Villette (EnsaPLV); **Mélanie Le Guen**, géographe, Paris; **Olivier Lazzarotti**, géographe, université de Picardie - Jules-Verne, Amiens; **Jacques Lévy**, géographe et urbaniste, Ecole polytechnique fédérale de Lausanne et université de Reims; **Irène Sartoretti**, sociologue, Ecole nationale supérieure d’architecture de Strasbourg (Ensas). Ce texte a été approuvé par l’ensemble du **réseau Chôros** (www.choros.place), actif dans plusieurs pays européens et comprenant une trentaine de chercheurs de diverses disciplines.

Marc-André Feffer et Elise Van Beneden Pour la transparence du lobbying

L’importance des crédits attribués pour la relance économique implique que les citoyens puissent voir quelles influences ont pesé sur la prise de décision politique, demandent le président de Transparency International France et la présidente d’Anticor

Il apparaît évident à tous que la crise sanitaire que nous traversons va imposer partout dans le monde des mesures interventionnistes inédites par leur ampleur et des transferts financiers massifs en faveur des entreprises privées comme publiques, ainsi qu’un soutien aux particuliers, comme l’annoncent les plans de relance colossaux qui se succèdent aux Etats-Unis, dans l’Union européenne, en France et ailleurs.

En France, 110 milliards d’euros de soutien financier ont été prévus, dont 20 milliards pour les entreprises « stratégiques » telle Air France, et 315 milliards de garanties apportées par l’Etat aux banques pour leurs prêts.

Les membres du gouvernement et de l’administration travaillent dès à présent à définir les règles d’attribution de l’aide publique, à choisir quels acteurs en seront les

bénéficiaires et à quelles conditions. Et déjà, la presse rapporte un lobbying important de la part d’entreprises qui cherchent à peser sur les modalités et les montants des aides envisagées, ou qui, prenant prétexte de la crise, tentent discrètement de convaincre les cabinets ministériels de revenir sur des mesures environnementales précédemment votées.

En parallèle, de nombreux acteurs de la société civile alertent sur les précautions et les garde-fous nécessaires pour assurer des décisions publiques justes, équitables et transparentes. Ils pointent en particulier les risques, si ces garde-fous n’étaient pas établis, d’une socialisation des pertes et d’une privatisation des profits, ainsi que d’un recul préoccupant par rapport aux attentes sociales et environnementales de la population.

Publication des rendez-vous

Afin de favoriser la transparence du parcours décisionnel, Transparency International France et Anticor préconisent la publication dès à présent par les membres du Parlement, les ministres, les membres de cabinets ministériels et directeurs d’administration centrale ainsi que leurs équipes, de leurs rendez-vous avec des lobbyistes, dans un format ouvert, ainsi que l’ensemble des rapports et analyses qui leur auront été remis. Cela doit permettre aux citoyens d’identifier qui a contribué à la réflexion des pouvoirs publics et en défense de quels intérêts, avant que la décision ne soit prise.

Faire la transparence sur ces rendez-vous et les analyses transmises n’est pas la mise

sous surveillance de nos responsables politiques, contrairement à ce que certains pourraient opposer, mais bien l’occasion de donner à voir, dans la droite ligne de la loi pour une République numérique, les mécanismes inhérents à une prise de décisions publiques sans précédent. De fait, cet exercice encourage à diversifier les rencontres et donc les influences, allant au-delà des seules sollicitations reçues ; il favorise le contradictoire ; il permet de valoriser le travail de recherche de l’intérêt général qui peut découler de l’écoute des expressions légitimes d’intérêts particuliers ; il autorise à assumer pleinement et durablement le positionnement retenu ; il crédibilise le dispositif déclaratif existant en promouvant une double déclaration par les lobbyistes mais aussi par les décideurs publics qui les reçoivent.

Si l’encadrement et la transparence du lobbying restent à parfaire, bien des parlementaires y sont déjà favorables : 322 députés s’y étaient vigoureusement engagés en publiant une tribune affirmant notamment la nécessité de « pratiques radicalement nouvelles et volontaristes en matière de transparence ». Tout récemment, le député Sylvain Waserman formulait, après une large consultation, 25 propositions qui permettraient, si elles étaient adoptées, de largement parachever les dispositions existantes. Un élan similaire s’observe au niveau européen. En effet, en avril 2019, 148 candidats aux élections européennes, dont sept têtes de listes, s’engageaient auprès de Transparency France en faveur de la publication de leurs rencontres avec des lobbyistes.

Parmi les propositions du pré-rapport de Sylvain Waserman, celle de la transparence des rencontres avec les lobbyistes est tout particulièrement soutenue par les signataires de cette tribune. Parce qu’elle peut être adoptée et pratiquée immédiatement, parce qu’elle permettrait de donner des assurances fortes et immédiates aux contribuables que leurs ressources seront justement arbitrées, parce qu’elle fait déjà l’objet d’un assentiment large à l’Assemblée nationale, parce qu’elle est d’ores et déjà mise en place au Parlement européen, notamment pour les présidents de commissions et rapporteurs, et par la Commission de Bruxelles pour les Commissaires et directeurs, nous ne doutons pas que l’exécutif et l’ensemble des parlementaires français peuvent se montrer eux aussi exemplaires en la matière.

Il sera trop tard pour plaider l’attachement à la transparence et espérer le retour de la confiance citoyenne une fois les plans de relance les plus massifs d’une génération déjà décidés, attribués, distribués. S’ils n’agissent pas dès à présent, les décideurs publics auront raté cette opportunité unique de démontrer que leurs paroles et leurs actes suivent le même chemin. ■

Elise van Beneden est présidente d’Anticor
Marc-André Feffer est président de Transparency International France

CET EXERCICE
ENCOURAGE
À DIVERSIFIER
LES RENCONTRES
ET DONC
LES INFLUENCES